



MANIFESTONS jeudi 28 septembre à 18h30 Place du Martroi à Orléans POUR DÉFENDRE LE DROIT À L'AVORTEMENT

Le 28 septembre est la journée internationale pour le droit à l'avortement. Il y a un an, la Cour Suprême des États Unis portait un coup redoutable contre ce droit fondamental. En Europe, Malte et Andorre (dont Macron est le Président à tour de rôle avec l'Espagne) interdisent totalement l'IVG. A Andorre, le gouvernement et la Justice ont inculpé Vanessa Mendoza Cortes, pour "atteinte contre la nation", en raison de sa participation à une réunion d'un comité de l'ONU.

Nous soutenons l'association STOP VIOLENCES pour leur travail en matière d'amélioration des droits des femmes ; nous demandons aux autorités d'Andorre de retirer les charges et de légaliser les IVG.

En Pologne, qui vient de produire une pilule pour tracer la pilule abortive, et en Hongrie, les restrictions majeures confinent à l'interdiction. En Italie et en Espagne, l'application de la loi est considérablement entravée par des professionnel·les, s'abritant derrière leur clause de conscience, ou par les moyens restreints alloués aux systèmes de soins.

De nombreux pays dits démocratiques, poussés par la progression des extrêmes droites, se désengagent de ce droit fondamental pour les femmes et les personnes minorisées de genre. La France n'échappe pas à la dégradation de ce droit. L'accès à l'IVG est tel que le délai légal est souvent dépassé. Un accès aux soins compliqué à cause des dépassements d'honoraire, des manques de personnel particulièrement en période estivale mais aussi à cause de la baisse des subventions des associations.

LE 28 SEPTEMBRE, NOUS AFFICHERONS HAUT ET FORT NOTRE SOLIDARITE, EN PARTICULIER AVEC TOUTES LES FEMMES ET LES PERSONNES SUSCEPTIBLES D'ETRE ENCEINTES DES PAYS QUI INTERDISENT TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT LE DROIT A L'AVORTEMENT

Nous affirmerons que les extrêmes droites sont partout un danger immédiat pour toutes et les droits humains.

En France, le respect des droits des femmes et des personnes minorisées exige de la part du gouvernement, non des discours emphatiques ou des postures, mais des actes constructifs et des budgets conséquents. Nous rappelons que les entraves se matérialisent aussi par des attaques contre le Planning Familial et des associations LGTBTQIA+.



Ouvrons les frontières ! Liberté de circulation !

Environ 127 000 migrantEs sont arrivés sur les côtes italiennes depuis le début de l'année 2023. Moitié plus qu'en 2022 au cours de la même période. La semaine du 11 septembre, 11 000 migrantEs ont accosté à Lampedusa, soit autant qu'au cours de toute l'année 2019. Les niveaux des années 2015 et 2016 sont de nouveau atteints. Et la tragédie continue : au moins 2000 migrantEs ont perdu la vie dans la traversée de la Méditerranée depuis janvier, sans compter toutes celles et ceux morts à d'autres étapes du voyage...

L'Europe forteresse tue

Macron voudrait une coopération européenne et appelle à la solidarité avec l'Italie, chaque pays devant « prendre sa part » ; Von der Leyen annonce un « plan d'urgence ». Aux dirigeants de droite et d'extrême droite dans l'opposition, la surenchère : Éric Ciotti appelle même à mettre un terme à « cette submersion migratoire ».

Toutes les politiques migratoires européennes sont depuis toujours orientées vers la seule fermeture des frontières. Les appels à la coopération européennes de Macron ou de Von der Leyen se font pragmatiquement dans cette optique, car il faut être bien unis pour fermer la porte à double tour !

En finir avec un monde de frontières et de barbelés

Le désastre écologique – en particulier les conséquences du réchauffement climatique – va (in)directement produire des mouvements migratoires inconnus jusqu'alors. Entre l'enfer de leur pays de départ ou l'enfer de leur parcours migratoire, hommes et femmes feront toujours le choix pouvant déboucher sur un avenir meilleur. Ainsi, les frontières tuent d'autant plus qu'elles se ferment, et une telle politique est consciemment meurtrière.

L'agence Frontex doit être démantelée et son budget doit être intégré à une véritable politique d'accueil. Le NPA revendique la liberté de circulation et d'installation. Elle est un droit fondamental et inaliénable, la condition sine qua non pour l'accueil de tous/tes les migrantEs, pour un monde réellement démocratique.

Face à la hausse des prix, pas un salaire en dessous de 2 000 €

Ridicule, l'annonce d'Élisabeth Borne qui autoriserait les stations-services à vendre « à perte » leur carburant : quelques dizaines de centimes, dans les grandes surfaces seulement, à partir de décembre. Alors que TotalEnergie accumule les profits, que les taxes de l'État font 60 % du prix de l'essence. Comme était ridicule l'annonce Bruno Le Maire qu'il allait demander aux grandes surfaces de répercuter sur les clients la baisse des prix des fournisseurs (qu'elles se mettaient dans les poches).

Ce bluff du gouvernement n'est motivé que par la crainte qu'explose la colère sur le pouvoir d'achat. D'autant que des grèves sur les salaires ont déjà eu lieu dans plusieurs entreprises avant l'été, y compris pendant le mouvement contre la réforme des retraites.

C'est un nouveau mouvement d'ensemble qu'il faut en cette rentrée sociale, sur les salaires cette fois : pour qu'ils rattrapent la hausse des prix et qu'ils soient indexés désormais sur l'inflation, pas celle sous-estimée d'un Bruno Le Maire mais celle que nous constatons tous les jours sur les loyers ou quand nous faisons les courses.

La journée de mobilisation du 13 octobre prévue par les syndicats sera une occasion de nous retrouver dans la rue. Mais c'est une grève, contagieuse dans toutes les entreprises, qui pourra faire réellement trembler gouvernement et patronat et arracher une augmentation générale : à nous de la préparer.

C'est au moins 400 euros pour tous qu'il faut pour rattraper la perte de pouvoir d'achat de ces dernières années, et pas un revenu, salaire ou pension, en dessous de 2 000 euros pour pouvoir vivre décemment.

Macron après le Roi, le Pape !

Aucune honte à recevoir et financer un voyage royal et des banquets et des suites le Roi Macron se retrouve en bonne compagnie : Une bouche inutile payée par les livres des contribuables britanniques ! Mais ce sont nos euros qui font le menu de la galerie des glaces à Versailles ! Quand au Pape il vient à Marseille, pas en France, Macron accours pour entendre la messe ! Plus de 5.000 policiers pour protéger le pape tout ça avec nos sous ! **TOUS CES REPRESEN - TANTS DU CAPITALISME A LA POUBELLE ! IL EST TEMPS DE CHANGER DE SYSTEME !**